

SOUS EMBARGO JUSQU'À 09H00
LE 25 SEPTEMBRE

VÉRIFIER AU MOMENT DE L'ALLO-
CUTION



STATEMENT DISCOURS

MINISTER
FOR
INTERNATIONAL
TRADE.

MINISTRE
DU
COMMERCE
EXTÉRIEUR.

NOTES POUR UNE ALLOCUTION DE
L'HONORABLE JAMES KELLEHER,
MINISTRE DU COMMERCE EXTÉRIEUR,
À LA 55^E ASSEMBLÉE ANNUELLE
DE LA CHAMBRE DE COMMERCE
DU CANADA

TORONTO, ONTARIO

LE 25 SEPTEMBRE 1984

C'est pour moi un vif plaisir de me joindre à vous à l'occasion de la 55e assemblée annuelle de la Chambre de commerce du Canada.

Le Premier ministre ne peut malheureusement être parmi vous puisqu'il s'est rendu à Washington pour y rencontrer le président Reagan. Il m'a demandé de vous transmettre ses excuses et ses meilleurs vœux.

Comme vous le savez, je suis l'un des nouveaux visages au sein du gouvernement progressiste-conservateur. Par conséquent, je n'ai pas l'intention de chercher à innover en partant. Ce n'est que le début et je compte bien aborder de façon ordonnée et prudente les questions commerciales nombreuses et complexes auxquelles est confronté le pays. Nous recueillerons vos idées. Nous écouterons. Et nous agirons.

J'ai pensé plutôt qu'il serait utile de passer en revue la stratégie économique énoncée par le Premier ministre dans un discours qu'il a prononcé devant la Chambre de commerce de Vancouver en août dernier -- discours qui contenait nombre d'idées importantes mais qui a reçu assez peu d'attention dans les autres régions du pays.

Comme le déclarait ce jour-là le Premier ministre, la stratégie du gouvernement progressiste-conservateur pose que les Canadiens doivent s'attaquer à cinq grands problèmes qui sont au cœur de notre malaise économique.

1. Le coût élevé du crédit qu'entraînent la faiblesse de notre dollar et la nécessité de financer notre dette extérieure croissante.

2. La faiblesse financière de notre secteur privé. Trop d'entreprises canadiennes -- aussi bien grandes que petites -- restent aux prises avec une trop forte dette à coût élevé et l'insuffisance de capital social à faible coût.

3. La spirale de la dette publique, qui sera passée de 18 milliards de dollars en 1968 à 180 milliards à la fin du présent exercice.

4. La faiblesse de notre position concurrentielle dans le monde causée largement par nos piètres réalisations en matière de Recherche et Développement et d'innovation technologique; et

5. La faiblesse de la demande étrangère et canadienne pour nos biens et services.

Nous croyons que ce sont là les cinq grands problèmes qui, conjugués, sont la cause de la stagnation économique et du chômage massif.

Comment nous y prendrons-nous pour les régler?

Permettez-moi d'esquisser l'approche du nouveau gouvernement.

Premièrement, il faut abaisser les taux d'intérêt.

Il ne sert à rien de s'imaginer que le Canada pourra contrôler ses taux d'intérêt du jour au lendemain, à moins de vouloir passer d'une économie ouverte et mixte à une économie fermée et fixe.

Et cela entraînerait une baisse considérable de notre niveau de vie.

Étant donné cette réalité, nous sommes d'avis que la réponse prudente à donner à notre actuel dilemme des taux d'intérêt - sur le court terme - est de maintenir ceux-ci au niveau le plus bas possible sans causer un recul du dollar, et de compenser la cherté du crédit dans les secteurs clés de l'économie en réduisant d'autres coûts de production.

Sur le moyen terme, nous croyons que le Canada peut abaisser ses taux d'intérêt s'il applique des politiques commerciales, financières et budgétaires qui se conjuguent pour exercer une pression à la hausse sur le dollar.

Il est essentiel que notre commerce des marchandises soit vigoureux et plus diversifié.

Mais il est tout aussi essentiel que nous encourageons les investissements directs de façon à réduire notre dépendance à l'égard de la dette extérieure.

C'est pour cette raison que nous avons décidé deux grands changements qui enclencheront le processus visant à refaire du Canada un lieu d'investissement privilégié.

Premièrement, nous entendons mettre fin à la rétroactivité et à la discrimination excessive du Programme énergétique national.

Deuxièmement, nous changerons le mandat et le nom de l'Agence d'examen de l'investissement étranger.

La nouvelle agence - Investissement Canada - continuera de revoir les grands projets d'investissement d'importance économique nationale.

Mais elle assumera également un rôle plus positif - celui de faciliter les investissements générateurs d'emploi, et de collaborer avec un Service des délégués commerciaux revitalisé et élargi de façon à recenser de nouvelles idées, à trouver de nouvelles technologies et à exploiter de nouvelles possibilités d'exportation et d'investissement pour le Canada.

Ces initiatives reflètent notre conviction que la véritable solution au dilemme de la faiblesse du dollar couplée à de forts taux d'intérêt est double: sur les marchés mondiaux le Canada doit devenir une nation commerçante de première force et au pays même il doit redevenir un lieu d'investissement privilégié.

Ensuite, il faudra restructurer le capital de l'industrie canadienne.

C'est dans ce contexte que l'ampleur du déficit fédéral devient une question fort préoccupante.

Nous ne pouvons tout simplement pas financer des déficits publics massifs et en même temps restructurer le capital de notre secteur privé.

Il est évident que nous ne pourrons réduire sensiblement les déficits tant que les taux d'intérêt n'auront pas été réduits et que le pays n'aura pas été remis au travail.

Des coupes sombres maintenant seraient synonymes de récession.

Mais nous croyons que certaines mesures pourraient et devraient être prises, peu importe l'ampleur du déficit.

Premièrement, nous devons abaisser les frais généraux du gouvernement causés par le double emploi, le gaspillage et la mauvaise gestion.

Pour amorcer ce processus, le Premier ministre a déjà créé un groupe de travail composé de ministres importants et présidé par le Vice-Premier ministre.

La deuxième source d'économie se situe au niveau des programmes gouvernementaux proprement dits.

Nous devons améliorer le processus budgétaire de sorte qu'il permette de vérifier l'efficacité des programmes en cours.

La justification obligatoire et l'évaluation des programmes ainsi que d'autres techniques doivent être utilisées pour mettre fin au chevauchement et au double emploi.

Dans le secteur de l'énergie, nous prévoyons abandonner les subventions PIP au profit d'un système de stimulants fiscaux. Les programmes de remplacement du pétrole seront également consolidés.

Dans le domaine du développement économique, nous voulons voir qui paye les 8 milliards de dollars en impôts des sociétés et qui reçoit les 8 milliards de dollars que dépense le gouvernement. Notre but est d'abandonner la structure politisée des subventions au profit d'un plus grand recours au système fiscal.

Nous examinerons également l'efficacité de certaines dépenses d'équipement. Nous nous demandons sérieusement si nombre des dollars

provenant des impôts ont été alloués pour promouvoir la croissance économique ou pour favoriser l'avenir politique du parti Libéral.

Enfin, nous examinerons la législation fiscale concernant les prix de transfert et d'autres formes d'évasion fiscale de la part des sociétés. Certains critiques disent que le Trésor perd des millions. Il est temps d'établir les faits.

Dans le domaine des programmes sociaux, il est dans notre intention non seulement de maintenir les actuels programmes de garantie des revenus mais aussi de les améliorer -- de nous assurer qu'il n'y a aucune brèche dans le filet de sécurité et que celui-ci protège vraiment tous les Canadiens.

Dans le domaine de la santé, nous négocierons avec les provinces pour investir davantage de nos dollars affectés aux programmes de santé dans des domaines qui généreront des épargnes à long terme, par exemple:

- . La médecine préventive,
- . Les soins communautaires,
- . La recherche médicale, surtout celle liée aux problèmes d'une population vieillissante.

Nous croyons que l'une des solutions à la réduction du déficit sur le long terme consiste à dépenser plus judicieusement nos dollars affectés aux soins de santé.

Nous prévoyons réformer le système d'impôt sur le revenu des particuliers de façon à le rendre plus équitable, plus progressiste et plus productif.

Notre objectif est d'établir un système d'imposition équitable. Et nous utiliserons les meilleurs moyens disponibles pour réaliser cet objectif.

Mais soyons francs.

Aucune gestion prudente et aucune réforme budgétaire ne réduira le déficit à des proportions raisonnables.

Cette réduction ne surviendra que lorsque les taux d'intérêt baisseront, que la croissance économique reprendra et que les Canadiens seront remis au travail.

Voilà l'objectif fondamental de la nouvelle administration progressiste-conservatrice.

Lorsque nous aurons relancé l'économie et que le déficit sera en régression, nous pourrions commencer à renforcer la base de capital de notre secteur privé par des stimulants qui encourageront l'investissement dans des entreprises canadiennes et la participation des travailleurs au capital de l'entreprise.

Et nous pourrons également prendre des initiatives pour rassembler les capitaux de risque nécessaires pour financer les petites entreprises canadiennes — qui sont la véritable source d'emploi dans ce monde trépidant.

Ensuite, il faudra améliorer notre compétitivité au plan international.

La nouvelle administration progressiste-conservatrice se concentrera sur deux initiatives parallèles destinées à améliorer notre position concurrentielle dans le monde.

Premièrement, nous devons participer à la restructuration de nos secteurs primaires, notamment ceux des pêches, de la foresterie et des mines, et nous devons chaque fois que possible abaisser leurs coûts de production.

Deuxièmement, nous devons intensifier nos efforts en matière de technologie et de formation — en d'autres mots développer nos ressources humaines.

Nos politiques en matière de technologie et de formation seront fondés sur cinq grands postulats.

1. Il est clair que des taux d'intérêt moins élevés, une base de capital plus solide et l'accès au marché sont des préalables d'un relèvement des dépenses de R-D par le secteur privé. Personne ne va investir dans des activités de R-D s'il ne peut se le permettre, ou s'il n'existe aucun marché pour le produit amélioré.
2. La dimension modeste du marché canadien signifie que nous devons non seulement encourager la production de technologies canadiennes, mais également l'adaptation de technologies étrangères.

Nous devons ensuite encourager la diffusion de cette technologie et du savoir-faire partout au pays — au niveau de la ferme, de l'usine et du bureau.

3. Nous croyons que la "révolution de l'information" consiste essentiellement à appliquer de nouvelles technologies à des industries existantes — par exemple dans les secteurs de la fabrication, des textiles, de l'agriculture, de l'exploitation minière et de la foresterie.

La mise au point de nouvelles techniques est certes importante. Mais leur utilisation à notre avantage l'est encore plus.

4. Nous croyons que la réforme fiscale est également nécessaire pour réorienter l'investissement vers cette activité essentielle

créatrice d'emplois. Les modifications au régime fiscal refléteront notre conviction que les stimulants devraient remplacer les subventions, que la définition du "développement" devrait être élargie et que la législation fiscale devrait mieux refléter l'idée que la recherche et le développement sont une composante intégrale du processus de production et non une activité distincte.

5. Les politiques destinées à encourager la production, l'application et la diffusion de nouvelles technologies doivent s'accompagner de politiques visant à former les Canadiens à leur utilisation.

Et nous croyons que les recommandations formulées par les deux groupes de travail de notre caucus sur le recyclage et le chômage des jeunes constituent un excellent point de départ.

Elles sont innovatrices, prospectives et rentables.

Elles permettront de former les gens aux nouveaux emplois que génère l'évolution de technologies et de structures commerciales complexes et nouvelles.

Enfin, il faudra stimuler la demande.

À notre point de vue, une reprise économique soutenue au Canada nécessite un relèvement de l'investissement intérieur de la part des entreprises et un accroissement du commerce extérieur.

Nous avons recensé cinq domaines prioritaires pour l'accroissement des investissements de capital:

- . L'industrie énergétique - tant dans l'Ouest que dans les zones offshore;
- . Le réseau national de transport ferroviaire, surtout dans l'Ouest;
- . L'application de la technologie à l'ensemble des activités économiques;
- . Le développement et la maintenance des infrastructures locales et municipales; et
- . L'amélioration de l'équipement de nos forces armées.

Pour accroître la demande extérieure, il nous faut absolument négocier un accès accru et sûr aux marchés étrangers pour nos biens et nos services et ce, sur les plans multilatéraux et bilatéraux.

À cette fin, le nouveau gouvernement progressiste-conservateur continuera d'appuyer fortement l'ordre commercial multilatéral. Nous nous efforcerons d'instaurer le consensus international nécessaire pour entreprendre une nouvelle série de négociations du GATT dans des domaines comme les arrangements sur les sauvegardes, les marchés publics, le commerce des produits agricoles et le commerce des produits de haute technologie.

La création d'un cadre international qui fixe les règles du commerce de divers services sera également une grande priorité du nouveau gouvernement, et j'accueillerai avec plaisir vos vues sur la meilleure façon d'aller de l'avant dans ces secteurs complexes.

Par ailleurs, nous croyons qu'il pourrait y avoir des possibilités d'établir des précédents bilatéraux qui stimuleront une action multilatérale.

Nous poursuivrons le dialogue avec les représentants américains en vue d'explorer des secteurs éventuels d'action qui soient conformes à nos obligations multilatérales.

Notre but n'est pas tant de créer une forteresse en Amérique du Nord que d'agir comme catalyseur d'une action coopérative multilatérale.

Ainsi, comment pouvons-nous résumer notre stratégie?

Que peuvent attendre les Canadiens d'un nouveau gouvernement progressiste-conservateur?

Pour créer des emplois et stimuler la croissance nous allons tout simplement:

- Abaisser les taux d'intérêt en raffermissant le dollar par l'expansion du commerce et l'injection de capital social;

- Réduire le déficit d'une façon ordonnée par un programme équilibré d'investissements stratégiques, de croissance économique, de réformes fiscales et de gestion budgétaire prudente;

- Au fur et à mesure de la résorption du déficit, réorienter les épargnes vers la base de capital du secteur privé, notamment les petites entreprises;

- Améliorer notre compétitivité au plan international par la restructuration de nos industries primaires, par des stratégies innovatrices en matière de technologie et de formation ainsi que par l'accès assuré aux marchés étrangers; et

- Créer un climat propice à l'accroissement des investissements de capital dans notre économie, notamment dans les domaines de l'énergie,

du transport, des techniques appliquées, de l'infrastructure de base et de la construction navale.

Et nous sommes confiants qu'en dépensant plus judicieusement, en investissant de façon plus productive, en accroissant la compétitivité de nos principaux produits d'exportation et en gérant prudemment les finances publiques, nous pourrons promouvoir la croissance qui enclenchera le processus de réduction du déficit.

Voilà le plan de notre parti.

Nous savons qu'il n'est pas parfait.

Rien ne l'est dans ce monde imparfait et complexe.

Et comme n'a cessé de le répéter le Premier ministre tout au long de la récente campagne électorale, nous savons que nous n'avons pas toutes les réponses.

Personne ne les a toutes.

Mais nous sommes convaincus que nous pourrons trouver ces réponses si tous les Canadiens s'y mettent.

Si nous travaillons ensemble, nous pourrons commencer à réaliser notre potentiel — sur le plan individuel et national.

Si nous travaillons ensemble, nous ne pourrons que faire mieux.

Je vous remercie.